

DEUTSCHE LEASING FRANCE SAS

Société par Actions Simplifiée au capital de 23 000 000 euros

Immeuble Inside, 7, rue Eugène et Armand Peugeot

92500 RUEIL-MALMAISON

492 101 480 R.C.S. NANTERRE

Exercice social du 01/01/2020 au 31/12/2020

Comptes annuels approuvés par la décision unilatérale du 28 mai 2021

(Toutes les informations chiffrées sont données en euros)

BILAN AU 31 DECEMBRE 2020

ACTIF	31/12/2020	31/12/2019
Crédit-bail et location avec option d'achat.....	273 942 744	295 270 811
Immobilisations incorporelles	9 102	10 470
Immobilisations corporelles	47 681	64 490
Autres actifs	13 767 674	8 443 271
Comptes de régularisation	18 795 286	940 410
TOTAL ACTIF	306 562 487	304 729 452

PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
Dettes envers les établissements de crédit	2 388 365	2 784 471
Opérations avec la clientèle	241 924 399	227 017 048
Autres passifs	15 056 395	27 240 284
Comptes de régularisation	9 876 129	11 111 139
Provisions	20 000	-
Dettes subordonnées	4 000 000	4 000 000
Capitaux propres hors FRBG.....	33 297 199	32 576 510
- Capital souscrit	23 000 000	23 000 000
- Primes d'émission	3 720 233	3 720 233
- Réserves	292 814	260 017
- Report à nouveau	5 563 463	4 940 313
- Résultat de l'exercice	720 689	655 947
TOTAL PASSIF	306 562 487	304 729 452

HORS-BILAN	31/12/2020	31/12/2019
Engagements donnés : engagements de financement...	20 256 410	38 319 521
Engagements reçus	36 009 688	40 278 189
- Engagements de financement	25 000 000	25 000 000
- Engagements de garantie	11 009 688	15 278 189

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts et charges assimilées	2 163 542	2 176 905
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	84 610 755	90 216 603
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	78 915 560	83 908 829
Autres produits d'exploitation bancaire	1 815 019	1 487 794
Autres charges d'exploitation bancaire	478 881	460 285
PRODUIT NET BANCAIRE.....	4 867 811	5 158 377
Charges générales d'exploitation.....	4 074 917	4 244 664
Dot. aux amort. et aux dépréc. s/immob. inc. et corp.	39 409	49 553
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION.....	753 485	864 160
Coût du risque	- 201 024	- 285 502
RESUL. D'EXPL. ET RESUL. COUR. AV. IMPOT.....	552 460	578 658
Résultat exceptionnel	168 229	77 289
RESULTAT NET.....	720 689	655 947

ANNEXE.

REGLES ET METHODES COMPTABLES.

I - INFORMATIONS SUR LE CHOIX DES METHODES UTILISEES. L'exercice clos le 31/12/2020 a une durée de 12 mois et recouvre la période du 01/01/2020 au 31/12/2020. A la clôture de cet exercice le total bilan est de 306 562 487 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégage un bénéfice de 720 689 euros. L'exercice précédent clos au 31/12/2019, reporté à titre de comparatif, porte sur une période de 12 mois. Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2020 ont été établis et présentés en conformité avec les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) applicable aux établissements de crédit dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices, et en préservant la continuité de l'exploitation. Tous les montants sont exprimés en euros. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

II - EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET POST-CLOTURE. A. Evénements significatifs. Face à la crise exceptionnelle et inédite provoquée par la pandémie due au virus Covid-19, DLF a eu pour priorité de protéger l'ensemble de ses collaborateurs ainsi que leurs proches et d'apporter un soutien maximal à ses clients. L'entreprise n'a jamais cessé d'exercer son activité durant le confinement décidé par les pouvoirs publics à partir du 17/03/2020, en adaptant ses dispositifs de fonctionnement afin d'assurer la continuité des opérations. Ils ont été adaptés au fur et à mesure de l'évolution de la pandémie, des recommandations et des réglementations des Autorités sanitaires et publiques. DLF n'a pas eu recours au dispositif de chômage partiel financé par l'Etat. La baisse d'activité économique en France a des répercussions immédiates ou différées sur la performance de DLF, mais leurs conséquences chiffrées ne sont pas déterminables avec pertinence, en raison des nombreuses incertitudes sur les effets des mesures de soutien à l'économie, en particulier quant à l'ampleur de la reprise économique attendue et à la solvabilité de la clientèle. Dans ces conditions, conformément aux recommandations de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 03/07/2020 sur la « Prise en compte des conséquences de l'évènement Covid-19 dans les comptes et situations établies à compter du 01/01/2020 », seuls les effets chiffrés jugés pertinents de l'évènement doivent être fournis en annexe, selon une approche ciblée. En mesure d'appui immédiat à ses clients, DLF a accordé des reports d'échéances, sans pénalités ou coûts additionnels, jusqu'à fin septembre 2020. A l'issue de cette période de report des échéances, au 30/09/2020, le total des échéances reportées à ce titre s'élève

à 23 698 Keuros. Les contrats ayant fait l'objet de moratoires dans le cadre de ces mesures à caractère générale ne sont pas considérés comme étant restructurés du fait de la situation financière du débiteur ; aucune dépréciation n'est constatée au titre de ce report d'échéances, qui se traduit par le décalage dans le temps des échéances initiales à percevoir. **B. Evénements postérieurs à la clôture des comptes.** Néant.

III - PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION.

A. Immobilisations. Immobilisations incorporelles. Les immobilisations incorporelles correspondent aux frais d'établissement de la Société, ainsi qu'aux coûts des logiciels de gestion spécifique à l'activité de la société et de leurs développements. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties en linéaire sur 5 ans pour les frais d'établissement et de 1 à 4 ans pour les autres immobilisations incorporelles. **Immobilisations corporelles.** Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à l'actif du bilan et font l'objet d'un amortissement selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation du bien. Durées d'amortissements des immobilisations d'exploitation corporelles : Matériels de bureau et informatique : de 3 à 4 ans, Mobilier : 10 ans, Agencements divers : de 4 à 10 ans. Les immobilisations mises en location sont inscrites à l'actif du bilan et font l'objet, en application du règlement CRC 2002-10, d'un amortissement sur la durée des contrats de location. Les dotations aux amortissements des immobilisations données en crédit-bail sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles. **Immobilisations corporelles en cours.** Elles concernent les biens destinés aux opérations de crédit-bail dont la mise en service chez l'utilisateur n'est pas intervenue à la date de clôture. **B. Créances et dettes.** Les créances sont déclassées en créances douteuses et dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. Au 31/12/2020, le solde des créances clients douteux est de 2 001 565,30 euros. Ces créances ont fait l'objet de dépréciations pour un montant de 1 044 767,47 euros. Par application du règlement ANC 2014-07, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses. Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes : lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ; lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ; s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie. Par ailleurs le solde des créances clients douteux comprend une sous-catégorie appelée créances douteuses compromises qui s'élève à 843 767,08 euros. Ces créances ont fait l'objet de dépréciations pour un montant de 704 001,42 euros. Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas par « contagion » le classement dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée. **C. Provision pour risques et charges.** Une provision pour charges est enregistrée sur un dossier contentieux lorsque la valeur nette comptable de l'immobilisation louée ou temporairement non louée est supérieure à la valeur vénale de ce même bien. La provision correspond à la différence entre ces deux valeurs. Au 31/12/2020, les provisions pour charges INTL s'élèvent à 104 600,95 euros. Une provision pour litiges s'élève à 20 000 euros a été comptabilisée sur l'exercice. Le coût du risque reporté au compte de résultat est composé des dépréciations sur créances douteuses. **D. Produits constatés d'avance.** Les loyers relatifs aux échéanciers des contrats de crédit-bail font l'objet d'un lissage sur la durée de vie du contrat. La différence entre les loyers linéarisés et ceux facturés font l'objet d'un enregistrement en produits constatés d'avance ou l'enregistrement d'un produit à recevoir selon le cas. Au 31/12/2020, les produits constatés d'avance s'élèvent à 9 627 018,38 euros et les produits à recevoir représentent 17 391 652,99 euros. **E. Engagements. Engagements reçus.** Pour certains biens d'équipement inscrits à l'actif du bilan faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail, certains fournisseurs et garants ont donné à DEUTSCHE LEASING FRANCE au 31/12/2020 des engagements de rachats sur les contrats : Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit : 5 500 000 euros, Engagements de garantie reçus de la clientèle : 5 509 688 euros, La ligne d'engagement confirmée de financement reçue de DEUTSCHE LEASING FINANCE s'élève à 25 000 000,00 euros au 31/12/2020. **Engagements donnés.** Les accords de financement en crédit-bail donnés au 31/12/2020 relatifs aux contrats n'ayant pas démarrés s'élèvent à 20 256 410 euros. **F. Réserve latente.** La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente nette. Cette dernière est de 2 619 903,02 euros au 31/12/2020. **G. Effectif moyen.** L'effectif moyen de la société sur l'exercice est de 23 salariés. **H. Provision pour indemnités de départ en retraite.** Au 31/12/2020, la provision pour indemnités de départ en retraite n'est pas significative, en conséquence cette dernière n'a pas fait l'objet d'une comptabilisation. **I. Montant des honoraires des Commissaires aux comptes.** Le montant des honoraires des Commissaires aux comptes s'élève pour l'exercice 2020 à 38 275,47 euros HT. **J. Suivi des déficits reportables.** Clôture au 31/12/2010 : 325 146,52, Clôture au 31/12/2011 : 300 750,00, Total de déficits reportables : 625 896,52, Déficit antérieurs imputés sur l'exercice : 821 563,89. **K. Rémunération des dirigeants.** Aucune rémunération, avance ou crédit n'ont été versés ou consentis aux dirigeants au cours de l'exercice. **L. Implantations directes ou indirectes détenues dans les états ou territoires n'ayant pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative.** L'article L. 511-45 du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 06/10/2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires. Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issus des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme. Au 31/12/2020, DEUTSCHE LEASING FRANCE S.A.S. n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

Opérations de crédit-bail	Brut 31/12/2019	Augmentation	Diminution	Brut 31/12/2020	Amort. et dépréc.	Val. nette cptable
Crédit-bail mobilier :						
- Immobilisations	524 532 541	82 715 509	78 614 712	528 633 338	255 896 698	272 736 641
- Créances douteuses	1 591 328	804 906	394 668	2 001 565	1 044 767	956 798
- Dont compromises	798 215	-	-	843 767	-	843 767
- Créances rattachées	1 549 608	270 808	1 571 111	249 305	-	249 305
TOTAL	527 673 477	83 791 222	80 580 491	530 884 209	256 941 465	273 942 744

Dépréciations sur créances douteuses sur opérations de crédit-bail. Crédit-bail mobilier, Créances douteuses et Total, 31/12/2019 : 937 142, Dotations : 408 678, Reprises : 301 052, 31/12/2020 : 1 044 767. **Amortissements et dépréciations sur opérations de crédit-bail.** Crédit-bail mobilier, Immobilisations, Amortissements 31/12/2019 : 231 283 786, Dotations, Linéaires : 78 631 911, Reprises et reclassements : 54 123 600, Amortissements 31/12/2020 : 255 792 097, Provisions sur ITNL, Amortissements 31/12/2019 : 181 738, Reprises et reclassements : 77 137, Amortissements 31/12/2020 : 104 601, Total, Amortissements 31/12/2019 : 231 465 524, Dotations, Linéaires : 78 631 911, Reprises et reclassements : 54 200 738, Amortissements 31/12/2020 : 255 896 698.

Immobilisations	Brut 31/12/2019	Acquis.	Cess.	Brut 31/12/2020	Amort. et dépréc.	Val. nette comptable
Frais d'éts.....	60 850	-	-	60 850	60 850	-
Aut. immob. inc.....	481 092	10 000	-	481 092	481 990	9 102
Immob. en cours.....	6 500	-	6 500	-	-	-
TOTAL IMMOB. INC.	548 442	10 000	6 500	551 942	542 840	9 102
Autres agencements....	160 055	-	-	160 055	158 786	1 269
Mat. de bur. et inf.	226 170	17 732	-	243 902	210 638	33 265
Mobilier	63 735	-	-	63 735	50 588	13 147
TOTAL IMMOB. CORP.	449 960	17 732	-	467 692	420 011	47 681
TOTAL	998 402	27 732	6 500	1 019 634	962 851	56 783

Amortissements sur immobilisations	Amort. et dépréc. 31/12/2019	Dot.		Amort. et dépréc. 31/12/2020
		Linéaires		
Frais d'établissement	60 850	-	-	60 850
Autres immobilisations incorporelles	477 121	4 868	-	481 990
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	537 972	4 868	-	542 840
Autres agencements	140 893	17 893	-	158 786
Matériels de bureau et informatique	197 980	12 657	-	210 638
Mobilier	46 597	3 990	-	50 588
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	385 471	34 541	-	420 011

Créances envers les établissements de crédit. Créances à vue et Comptes : 2020 : 0, 2019 : 0, Créances à terme, 2020 : 0, 2019 : 0, Prêts et comptes à terme, 2019 : 0, 2020 : 0, Dettes rattachées, 2020 : 0, 2019 : 0, Total, 2020 : 0, 2019 : 0. **Opérations avec la clientèle.** Néant. **Autres actifs.** Fournisseurs, avances et acomptes versés, et dépôts de garantie, 31/12/2020 : 10 532 138, 31/12/2019 : 4 618 526, Etat, impôts et taxes, 31/12/2020 : 2 057 360, 31/12/2019 : 2 691 106, Débiteurs divers, 31/12/2020 : 1 178 177, 31/12/2019 : 1 133 639, Total, 31/12/2020 : 13 767 674, 31/12/2019 : 8 443 271. **Comptes de régularisation.** Charges constatées d'avance, 31/12/2020 : 1 403 633, 31/12/2019 : 940 410, Produits à recevoir, 31/12/2020 : 17 391 653, Total, 31/12/2020 : 18 795 286, 31/12/2019 : 940 410. **Dettes envers les établissements de crédit.** Dettes à vue et Comptes, 2020 : 0, 2019 : 0, Dettes à terme, 2019 : 2 784 471, 2020 : 2 388 365, Emprunts et comptes à terme, 2019 : 2 784 471, 2020 : 2 388 365, Dettes rattachées, 2019 : 0, 2020 : 0, Total, 2019 : 2 784 471, 2020 : 2 388 365. **Opérations avec la clientèle.** Comptes ordinaires créditeurs, 2019 : 970 176, 2020 : 3 549 345, Comptes créditeurs à terme, 2019 : 225 383 765, 2020 : 237 754 996, Dépôts de garantie, 2019 : 663 107, 2020 : 620 058, Total, 2019 : 227 017 048, 2020 : 241 924 399. **Autres passifs.** Fournisseurs, 2019 : 21 554 708, 2020 : 10 237 848, Dettes fiscales et sociales, 2019 : 1 073 044, 2020 : 797 073, Crédeurs divers, 2019 : 2 058 048, 2020 : 1 538 936, Subvention, 2019 : 2 554 484, 2020 : 2 482 538, Dépôts de garantie, 2019 : 0, 2020 : 0, Total, 2019 : 27 240 284, 2020 : 15 056 395. **Comptes de régularisation.** Loyers constatés d'avance, 2019 : 10 846 416, 2020 : 9 627 018, Autres charges à payer, 2019 : 264 723, 2020 : 249 111, Total, 2019 : 11 111 139, 2020 : 9 876 129.

Capitaux propres	31/12/2019	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	31/12/2020
Capital	23 000 000	-	-	23 000 000
Primes d'émission	3 720 233	-	-	3 720 233
Réserves	260 017	-	32 797	292 814
Report à nouveau	4 940 313	-	623 150	5 563 463
Résultat	655 947	720 689	- 655 947	720 689
TOTAL	32 576 510	720 689	-	33 297 199

Au 31/12/2020, le capital se compose de 46 000 actions d'une valeur nominale de 500 euros. **Engagements donnés.** Engagements en faveur des E.C. et Total : 0. Engagements sur instruments financiers, Opérations fermes de gré à gré, Swaps de taux d'intérêt, Autres et Total : 0, Engagements en faveur de la clientèle, Engagements relatifs aux opérations de CB, Autres et Total : 20 256 410, Engagement de garantie, Commission bancaire et Total : 0, Total général : 20 256 410. **Engagements reçus.** Engagements reçus des E.C., Autres entreprises liées et Total : 25 000 000, Engagements reçus de la clientèle et Total : 0, Engagements sur instruments financiers, Opérations fermes de gré à gré, Swaps de taux d'intérêt, Autres et Total : 0, Engagement de garantie, Garantie reçue concernant les opérations de crédit-bail, Autres et Total : 5 509 688, Garantie reçue des E.C. et Autres : 0, Garantie reçue des E.C. et Autres entreprises liées : 5 500 000, Garantie reçue des E.C. et Total : 5 500 000, Total Autres Entreprises liées : 30 500 000, Total Autres : 5 509 688, Total : 36 009 688. **Intérêts et produits assimilés.** Sur opérations avec les établissements de crédit, 2019 : 0, 2020 : 0, Intérêts sur compte ordinaire, 2019 : 0, 2020 : 0, Produits divers d'intérêts, 2019 : 0, 2020 : 0. Sur opérations avec la clientèle, 2019 : 0, 2020 : 0, Intérêts sur créances commerciales, 2019 : 0, 2020 : 0, Intérêts sur compte ordinaire, 2019 : 0, 2020 : 0, Total, 2019 : 0, 2020 : 0. **Intérêts et charges assimilés.** Sur opérations avec les établissements de crédit, 2019 : 1 762, 2020 : 36 473, Intérêts sur compte ordinaire : 2019 : 10, 2020 : 26, Intérêts sur compte et emprunts, 2019 : 1 752, 2020 : 36 447, Autres intérêts, 2019 : 0, 2020 : 0, Sur opérations avec la clientèle, 2019 : 2 175 142, 2020 : 2 127 069, Intérêts sur compte ordinaire, 2019 : 600, 2020 : 125, Intérêts sur compte et emprunts, 2019 : 2 114 121, 2020 : 1 999 473, Intérêts sur emprunt subordonné, 2019 : 60 421, 2020 : 127 471, Total, 2019 : 2 176 905, 2020 : 2 163 542. **Produits et charges sur opérations de crédit-bail.** **Détail des produits sur opérations de crédit-bail.** Loyers, 2019 : 87 173 129, 2020 : 82 533 883, Indemnités de résiliation,

autres produits, 2019 : 885 180, 2020 : 208 950, Quote-part de subvention et participation virées au résultat, 2019 : 705 786, 2020 : 673 554, Plus-values sur cessions, 2019 : 1 306 853, 2020 : 1 117 251, Reprises sur amortissements dérogatoires, 2019 : 0, 2020 : 0, Reprise provisions pour risques, 2019 : 145 655, 2020 : 77 137, Total, 2019 : 90 216 603, 2020 : 84 610 775. **Détail des charges sur opérations de crédit-bail.** Dotations aux amortissements, 2019 : 83 044 688, 2020 : 78 631 911, Dotation provisions pour risques, 2019 : 222 694, 2020 : 0, Moins-values sur cessions, 2019 : 621 585, 2020 : 256 141, Autres, 2019 : 19 863, 2020 : 27 508, Total, 2019 : 83 908 829, 2020 : 78 915 560. **Autres produits d'exploitation.** Autres produits d'exploitation bancaire, 2019 : 1 487 794, 2020 : 1 815 019. Refacturations Intra groupe, 2019 : 1 251 090, 2020 : 1 562 408, Autres charges refacturées, 2019 : 236 703, 2020 : 252 611. Total 2019 : 1 487 794, 2020 : 1 815 019. **Autres charges d'exploitation.** Bancaire, 2019 : 376 898, 2020 : 399 529. Non bancaire, 2019 : 83 387, 2020 : 79 351, Total, 2019 : 460 285, 2020 : 478 881. **Charges générales d'exploitation.** Honoraires, 31/12/2020 : 178 122, 31/12/2019 : 120 480, Impôts et taxes, 31/12/2020 : 145 932, 31/12/2019 : 179 560, Charges de personnel, 31/12/2020 : 2 636 325, 31/12/2019 : 2 470 066, Locations, 31/12/2020 : 273 449, 31/12/2019 : 254 421, Cotisations organismes financiers, 31/12/2020 : 10 092, 31/12/2019 : 10 420, Transport, déplacement et frais de mission, 31/12/2020 : 106 837, 31/12/2019 : 189 099, Frais actes et contentieux, 31/12/2020 : 71 384, 31/12/2019 : 90 544, Divers, 31/12/2020 : 634 157, 31/12/2019 : 909 971, Assurances, 31/12/2020 : 18 620, 31/12/2019 : 20 102, Total, 31/12/2020 : 4 074 917, 31/12/2019 : 4 244 664. **Emplois et ressources opérationnelles ventilés selon la durée restant à courir.**

Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
A terme	99 895	301 791	1 664 148	322 530	2 388 365
TOTAL DETTES ENVERS L'ETS DE CREDIT	-	-	-	-	2 388 365
A vue	3 549 345	-	-	-	3 549 345
A terme	19 926 757	54 851 509	153 475 222	10 121 565	238 375 054
TOTAL CPTEs CREDITEURS DE LA CLTELE	-	-	-	-	241 924 399
TOTAL	23 575 997	55 153 301	155 139 371	10 444 096	244 312 764

Coût du risque. Dotations aux provisions pour créances douteuses, 31/12/2020 : - 408 678, 31/12/2019 : - 952 258, Pertes sur créances irrécouvrables, 31/12/2020 : - 82 428, 31/12/2019 : - 173 282, Charges exceptionnelles diverses, 31/12/2020 : - 10 971, 31/12/2019 : - 261, Reprise sur provisions pour créances douteuses, 31/12/2020 : 301 052, 31/12/2019 : 840 299, Total, 31/12/2020 : - 201 024, 31/12/2019 : - 285 502. **Résultat exceptionnel.** Produits exceptionnels divers et Total, 2019 : 77 289, 2020 : 168 229. **Ventilation impôt sur les sociétés.** 2020. Bases imposables au taux de : 28,00 %, Au titre du résultat courant avant impôts : 653 335, Au titre du résultat exceptionnel : 168 229, Imputation des déficits : 821 564, Bases imposables : 0, Impôt correspondant : 0, Impôt comptabilisé : 0, Bases imposables au taux de 19 % et 15 % : 0. **Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation.** **Emplois.** Entreprises liées. Créances sur la clientèle et Total : 208 627, Entreprises avec un lien de participation et Total : 0. **Ressources.** Entreprises liées. Dettes envers les sociétés commerciales : 241 965 182, Comptes créditeurs de la clientèle et dettes envers les sociétés financières : 3 549 345, Total : 245 514 527, Entreprises avec un lien de participation et Total : 0. **Charges.** Entreprises liées. Charges d'intérêts cash pooling : 125, Charges sur dette subordonnée : 127 471, Charges/ Dettes envers les sociétés commerciales : 2 486 281, Commissions/Engagement sur ligne de refinancement : 282 738, Total : 2 896 616. Entreprises avec un lien de participation et Total : 0. **Produits.** Entreprises liées. Refacturation intragroupe : 1 562 408, Produits d'intérêts cash pooling : 0, Total : 1 562 408. Entreprises avec un lien de participation et Total : 0. **Filiales et participations.** Néant. **Composition du capital social.** Catégories de titres. Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice, Nombre : 46 000, Valeur nominale : 500 euros. Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice, Nombre : 0, Valeur nominale : 0. Actions ou parts sociales réduites pendant l'exercice, Nombre : 0, Valeur nominale : 0. Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice, Nombre : 46 000, Valeur nominale : 500 euros. **Identité de la société mère consolidant les comptes de la Société.** DEUTSCHE SPARKASSEN LEASING AG & Co. KG, Frölingstrasse 15-31-D-61352 Bad Homburg-Allemagne.

AFFECTATION DU RESULTAT. L'Associé Unique constate que le bénéfice de l'exercice s'élève à un montant de 720 689 euros et décide de l'affecter de la manière suivante : Bénéfice de l'exercice : 720 689 euros, Au compte « réserve légale » : 36 034 euros, Au compte « report à nouveau » : 684 655 euros. Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Associé Unique prend acte qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des trois exercices précédents.

EXTRAIT DU RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES. **Opinion.** En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DEUTSCHE LEASING FRANCE S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. **Fondement de l'opinion.** **Référentiel d'audit.** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. **Indépendance.** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2020 à la date d'émission de notre rapport. **Justification des appréciations.** La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le

cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits. C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. Votre société constitue des dépréciations des créances clients selon les modalités décrites dans la note III.B des règles et méthodes comptables de l'annexe. Nous

avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre société sur la base des éléments disponibles à ce jour et mis œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de cette approche. **Vérifications spécifiques.** Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé Unique. Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce. Paris - La Défense, le 19 mai 2021, KPMG S.A. : Valéry FOUSSÉ, Associé. Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Société.